

Septième Réunion des directeurs de la santé : 3-5 avril 2019, Nadi, Fidji**Point 8 de l'ordre du jour – Changement climatique et santé**

En 2017, à l'occasion de la COP23, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé une initiative spéciale sur le changement climatique et la santé dans les petits États insulaires en développement. Celle-ci exhorte les petits États insulaires en développement à concevoir des plans d'action sur le changement climatique et la santé afin de mettre en place des systèmes de santé climato-résilients. Elle incite également les pays à agir pour réduire les émissions de carbone, à la fois pour protéger les populations vulnérables des risques climatiques et pour profiter des bienfaits sur la santé des politiques d'atténuation.

Dans son sillage, le Bureau régional du Pacifique occidental de l'OMS (WPRO) a élaboré un plan d'action des pays océaniques axés sur les quatre piliers de l'initiative : autonomisation, collecte de preuves, mise en œuvre et ressources financières. Plusieurs activités sont en cours.

Pour les pays océaniques comme pour l'OMS, l'un des principaux défis réside dans l'efficacité de la mobilisation des ressources nécessaires pour défendre la conception et le renforcement de systèmes de santé résilients face au changement climatique. Le plan d'action des pays océaniques prévoit plusieurs mécanismes pour y parvenir.

1. CONTEXTE

Lors de la douzième Réunion des ministres de la Santé des pays océaniques qui s'est tenue à Rarotonga (Îles Cook), les responsables océaniques de la santé ont reconnu que les États et Territoires insulaires océaniques faisaient partie des pays les plus menacés par le changement climatique et ses conséquences sur la santé. Ils ont appelé à une amplification significative des efforts et à une augmentation des investissements pour atténuer les effets néfastes du changement climatique sur la santé humaine.

L'OMS a réagi en lançant son initiative spéciale sur le changement climatique et la santé dans les petits États insulaires en développement lors de la COP23, organisée en 2017 à Bonn, en Allemagne. Cette initiative exhorte les petits États insulaires en développement à concevoir des plans d'action sur le climat et la santé pour mettre en place des systèmes de santé résilients face au changement climatique¹. Elle incite également les pays à agir pour réduire les émissions de carbone, à la fois pour protéger les populations vulnérables des risques climatiques et pour profiter des bienfaits sur la santé des politiques d'atténuation.

Le présent document fait le point sur les travaux menés en Océanie en matière de changement climatique et de santé, et propose des pistes pour l'exécution du plan d'action des pays océaniques sur le changement climatique et la santé.

¹ Des systèmes de santé capables d'anticiper et de prévenir les risques liés au changement climatique, de s'y préparer et de les gérer.

2. PROGRÈS RÉALISÉS ET RÉSULTATS OBTENUS

Depuis le lancement de l'initiative en mai 2018, le WPRO a accompli de nombreux progrès sur les quatre axes de travail :

Autonomisation

L'idée est d'aider les responsables du secteur océanien de la santé à participer davantage aux négociations sur le changement climatique à plusieurs niveaux. L'objectif de cette démarche est de faire des responsables de la santé une force motrice de l'adaptation des petits États insulaires en développement au changement climatique et les fers de lance des mesures permettant de limiter les conséquences sur la santé. Résultats obtenus :

- a) Mise en place d'un groupe de travail informel afin de débattre des mécanismes et du financement du plan d'action des pays océaniques sur le changement climatique et la santé, et de formuler des directives. Il se compose de représentants des secteurs de la santé et des agences chargées du changement climatique dans certains pays océaniques.
- b) Désignation de correspondants nationaux pour les questions relatives au changement climatique et à la santé issus des ministères de la Santé et chargés des questions climatiques.

Collecte de preuves

L'idée est de permettre au secteur de la santé de recueillir les preuves sanitaires, environnementales et économiques nécessaires pour favoriser un accroissement des investissements dans le changement climatique et la santé, et de plaider pour l'intégration des enjeux de santé aux plans d'action nationaux sur le climat. Résultats obtenus :

- a) Évaluation, avec l'OMS, des bienfaits pour la santé qui découleraient de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national de l'Accord de Paris, ainsi que des avantages plus larges qui en résulteraient, par exemple, la limitation du réchauffement climatique à 2 °C, voire 1,5 °C.
- b) Conception de profils de pays en matière de santé et de changement climatique recensant les risques climatiques, les faiblesses sanitaires, les répercussions et les progrès vers des systèmes de santé climato-résilients. Trois pays océaniques ont préparé un profil de pays en matière de santé et de changement climatique : les Fidji (2015), Kiribati et Vanuatu (2017). Cinq pays ont réalisé une enquête sur le climat et la santé : les Fidji, Palau, le Samoa, Tuvalu et Vanuatu. Date prévue : mars 2019.

Mise en œuvre

L'idée est de transformer en profondeur les systèmes de santé en défendant une culture de la prévention des maladies, en bâtissant des systèmes de santé climato-résilients et en optimisant les répercussions positives que les politiques d'atténuation du changement climatique ont sur la santé. Résultats obtenus :

a) Mise en place de systèmes de santé climato-résilients : s'appuyant sur un financement de l'Agence coréenne de coopération internationale, l'OMC travaille avec Kiribati et Tuvalu afin d'agir pour des systèmes de santé climato-résilients à l'échelle communautaire.

Ressources financières

L'initiative de l'OMS reconnaît qu'il sera impossible de résorber les faiblesses actuelles en matière de santé sans ressources financières suffisantes. Les ministères de la Santé considèrent comme prioritaires l'accroissement et la diversification des circuits de financement. Résultats obtenus :

a) Cartographie (par le WPRO) des projets portant sur le changement climatique et la santé afin d'estimer la quantité de fonds disponibles pour ces deux enjeux dans le Pacifique. Les résultats préliminaires indiquent que le secteur de la santé a obtenu, en 2018, 2 % des financements climatiques reçus dans le Pacifique.

b) Mobilisation des ressources : une proposition de projet pour la mise en place de systèmes de santé climato-résilients à Kiribati, aux Îles Salomon, à Tuvalu et à Vanuatu a été présentée au Fonds pour les pays les moins avancés du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Une autre a été déposée auprès du Fonds vert pour le climat (FVC). Elle se concentre sur les interventions d'urgence, la sécurité hydrique, l'assainissement et la nutrition dans les Îles Cook. Par ailleurs, l'OMS aide les États fédérés de Micronésie à préparer une note conceptuelle consacrée à la résilience des systèmes de santé face au changement climatique.

3. DÉFIS

À l'aune de la vision de l'initiative de l'OMS, la mise en place ou le renforcement de systèmes de santé climato-résilients s'impose comme une priorité. Les principaux éléments apparaissant comme des défis et nécessitant une action prioritaire sont ceux qui permettront aux systèmes de santé de répondre rapidement aux menaces liées au changement climatique.

- Pour les pays océaniques et l'OMS, le principal défi est celui de l'efficacité de la mobilisation des ressources nécessaires pour créer des systèmes de santé climato-résilients ou renforcer ceux qui existent déjà. L'ensemble des mesures proposées nécessitent un financement qui n'est pas forcément disponible à l'heure actuelle. Les pays océaniques et l'OMS doivent travailler ensemble pour obtenir ces financements et appliquer le plan d'action des pays océaniques.
- La composante « santé » des plans d'adaptation nationaux se traduit par un plan d'adaptation détaillé du secteur de la santé, conçu pour permettre la réalisation des objectifs nationaux d'adaptation en la matière. Il s'agit donc d'un élément essentiel pour l'adaptation et la mise en place de systèmes de santé climato-résilients. La préparation de la composante « santé » constitue une étape phare, des évaluations climatiques et sanitaires ainsi que des profils de pays étant nécessaire à son exhaustivité.
- Des formations et un renforcement des capacités sont nécessaires pour assurer l'efficacité de la démarche. L'OMS doit veiller à contribuer au renforcement des capacités locales des pays, ce qui permettra un renforcement des capacités dans d'autres pays océaniques.
- Le suivi des progrès réalisés constitue un autre défi. Dans les pays, la demande en données et informations permettant le suivi des programmes et des activités s'inscrit en hausse constante. Les indicateurs proposés pour les îles-santé et les Objectifs de développement durable (ODD)

sont liés au plan d'action des pays océaniques. Des efforts sont entrepris pour mieux les intégrer et éviter les doublons. Les profils de pays en matière de santé et de climat de l'OMS et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) apportent des informations importantes sur les besoins du secteur de la santé, aux autres secteurs et aux bailleurs de fonds. Ils constituent également un mécanisme de suivi-évaluation pour le plan d'action des pays océaniques.

4. ORIENTATIONS FUTURES

4.1 Recommandations à l'intention des pouvoirs publics

Les pouvoirs publics sont invités à approuver le projet de feuille de route pour la mise en œuvre du plan d'action des pays océaniques sur le changement climatique et la santé.

Recommandations spécifiques :

- Recenser et défendre les initiatives permettant de réduire les émissions de carbone et la pollution atmosphérique, y compris les engagements spécifiques de réduction des émissions de polluants à courte durée de vie figurant dans les contributions déterminées au niveau national.
- Veiller à ce que les engagements à évaluer et protéger les questions de santé figurant dans la CCNUCC et de l'Accord de Paris se trouvent effectivement dans les mécanismes opérationnels au niveau national et mondial.
- Œuvrer pour lever les barrières à l'investissement dans l'adaptation de la santé aux changements climatiques, en mettant l'accent sur les systèmes de santé climato-résilients et les établissements de santé climato-intelligents.
- S'engager auprès de la communauté sanitaire, de la société civile et des professionnels de santé afin de favoriser une mobilisation collective en faveur de l'action climatique et de ses répercussions positives sur la santé.
- Suivre de manière formelle les progrès en matière de santé liés au climat, et établir des rapports au regard des dispositifs mondiaux de gouvernance sanitaire et climatique, ainsi que des ODD des Nations Unies.
- Inclure les conséquences des mesures d'adaptation et d'atténuation sur la santé aux politiques économiques et budgétaires.

4.2 Recommandations à l'intention des partenaires du développement

Les partenaires du développement jouent un rôle majeur dans la mise en œuvre du plan d'action des pays océaniques, notamment pour :

- la promotion du rôle des villes et des gouvernements infranationaux dans l'action climatique au profit de la santé, dans le cadre de la CCNUCC, et
 - le soutien et la mise en place des mécanismes nécessaires au financement des projets d'adaptation du secteur de la santé.
-